

LECO

de la semaine

18 au 24 Janvier 2025



SOMMAIRE

Carburant - Baisse du prix du sans-plomb et du gasoil.....	2
Bailleurs de Fonds - Le dossier Madagascar change de main au FMI	3
Projet GCF Readiness : Vers une facilitation de l'accès au Fonds vert pour le climat.....	3
Toekarena manga : ambany ny vokatra drakaka eto amintsika	3
Plaine de l'Alaotra : 40% de la surface, détruite par la sécheresse	4
Fahavitantena ara-tsakafo : Fikaonandoha mahakasika ny fanodinam-bokatra.....	4
Transformation Agricole - La concertation nationale ratisse large.....	4
Ajustement - Le prix des carburants fonction du cours international.....	5
Riz : Les prix commencent à baisser.....	6
Contrôle Douanier - Les procédures douanières réduites à 5 minutes	7
Entrepreneuriat - Trois secteurs clés soutenus	7
Développement durable : Une stratégie conjointe européenne pour Madagascar	8
Projet PACFC : Accompagnement des PME exportatrices à la recherche de débouchés à l'extérieur	8
Commerce et consommation : Un numéro vert (261) dédié à la lutte contre les abus	9
Artisanat – Matière première : Vers la mise en place de trois centrales d'achat.....	10
Concertation Nationale - La transformation agricole passe au révélateur	10
Projet 50MW : Délimitation de site confirmée pour les 5MW de Fianarantsoa	11
Notation de crédit : Accord entre la BAD et Prosper Africa pour créer une plateforme de données	12
Accueillir un million de touristes d'ici 2028 : l'amélioration des infrastructures s'impose	12
Feu vert pour la fusion de Sanlam & Allianz à Madagascar	12
Audit de la sûreté aérienne - Verdict de l'OACI attendu dans soixante jours.....	13
Numéro vert : le MIC à l'écoute des consommateurs.....	13
Promotion du tourisme : Madagascar et Espagne partagent la même vision	13
Négociations - Quatre émissaires du FMI tâtent le terrain	14
Transformation agricole - La Grande île renforce ses ambitions.....	14
Énergie pour tous - Deux millions de personnes à brancher à l'électricité.....	15
Madagascar – France : Jumelage entre les Offices du Tourisme des deux pays	16
Coopération avec le Japon : Lancement de deux projets sur la conservation et l'agriculture durable.....	16

Carburant - Baisse du prix du sans-plomb et du gasoil

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 18 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les prix à la pompe ont connu des changements durant la nuit. Contrairement aux appréhensions, des baisses sont constatées sur les prix du litre de sans-plomb et de gasoil.

Une agréable surprise. Les automobilistes et les motocyclistes se sont réveillés avec une bonne nouvelle. Les prix du sans-plomb 95 et du gasoil ont baissé. Les changements ont été effectués durant la nuit. Le premier connaît une baisse de 200 ariary par rapport au prix initial, tandis que pour le second, la baisse est de 140 ariary.



Les chiffres sur les écrans à l'entrée des stations-service ont, pour la plupart, été mis à jour durant la nuit. Dorénavant, le prix du sans-plomb 95 est de 5 700 ariary le litre, au lieu de 5 900 ariary auparavant. Pour le gasoil, le litre s'achète désormais à 4 760 ariary, contre 4 900 ariary avant. Quant au pétrole lampant, le prix reste inchangé, fixé à 2 430 ariary par litre.

Selon les explications, cette mesure, appliquée durant la nuit, s'inscrit dans le cadre de l'ajustement automatique des prix du carburant. Il s'agit d'un des principaux points des conditionnalités posées par le Fonds monétaire international (FMI). Des conditions pour pouvoir bénéficier des aides budgétaires dans le cadre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Contrairement aux appréhensions, elle a conduit à une baisse des prix.

« L'effectivité de l'ajustement automatique des prix est le top départ pour avancer progressivement vers la suppression totale des subventions pour stabiliser les prix à la pompe, qui ont un impact conséquent sur le budget de l'État », indique une source proche du dossier. Désormais, les changements des prix à la pompe, que ce soit une baisse ou une hausse, seront déterminés par les variations des prix du baril de pétrole sur le marché international, indique-t-elle.

Timing

Le cas échéant, une éventuelle hausse impactera surtout le prix du pétrole lampant.

La source note, par ailleurs, que le timing choisi pour l'application de ce qui est communément indiqué comme la vérité des prix n'est pas fortuit. Les changements interviennent à un moment où la conjoncture économique internationale est relativement clémente. Depuis plusieurs jours, le cours du baril de Brent, le pétrole de la mer Noire,

sur le marché mondial, oscille autour de 81 dollars. Le 10 janvier, le taux le plus bas a même atteint les 77 dollars le baril.

« La décision de procéder à cet ajustement maintenant est donc stratégique », se félicite la source, en ajoutant : « D'une pierre deux coups, on assure la santé macroéconomique et la croissance durable tout en protégeant le pouvoir d'achat des citoyens », souligne une source au sein de l'Exécutif. Elle met l'accent sur « le choix payant » de Andry Rajoelina, président de la République. Il consiste à ne pas céder immédiatement face à l'insistance du FMI, « mais d'attendre une conjoncture économique favorable ».

Le FMI a insisté sur l'effectivité de l'ajustement automatique des prix du carburant depuis le début des négociations sur l'acquisition de la FEC et de la FRD, en avril 2024. En novembre, le Board de l'institution de Bretton Woods a même mis en stand-by l'examen du dossier de Madagascar en vue de l'attribution d'une nouvelle tranche de ces aides budgétaires. La conditionnalité relative à la vérité des prix étant le principal point d'achoppement.

Avec la persistance de la guerre en Ukraine et l'intensification de celle entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza, le contexte économique mondial n'était pas propice à l'application des conditions prévues dans l'accord avec le FMI. Elle aurait pu entraîner une hausse conséquente des prix à la pompe. Une révision à la hausse des prix du carburant, en 2024, aurait été le coup de grâce pour les ménages qui plient sous le poids des coupures d'eau et d'électricité, ainsi que de l'inflation.

Sur le plan politique, l'année 2024 n'était pas non plus propice à la mise en œuvre du système de fixation automatique des prix du carburant. Étant une année électorale, avec les législatives et les communales, risquer une hausse des prix à la pompe aurait été se tirer une balle dans le pied pour le pouvoir. Avant d'acter l'ajustement automatique des prix, l'État a également réglé la question des passifs avec les pétroliers.

« Certes, il y a les questions politiques, mais l'objectif du Président est surtout de préserver l'intérêt de la population qui fait déjà face à divers problèmes sociaux », soutient un de ses collaborateurs. Avec l'effectivité de la fixation automatique des prix du carburant, Madagascar se conforme donc aux conditionnalités du FMI. La bonne gouvernance des finances publiques impose aussi cette mesure. Comme indiqué auparavant, tout comme la subvention de la Jirama, celle pour stabiliser le prix à la pompe pèse lourdement sur la trésorerie publique.

Bailleurs de Fonds - Le dossier Madagascar change de main au FMI

ERIC RANJALAHY | 18 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Deux vases de têtes au sein du Fonds monétaire international, FMI, pour Madagascar. Au sein du Conseil d'administration, Madagascar quitte le groupe des francophones pour migrer vers celui de la SADC. Ce qui a entraîné une nouvelle composition au niveau de cette instance décisionnaire. Madagascar a un nouveau représentant. Et le desk de la Grande île se trouve désormais sous la tutelle du Mozambicain Andriano Ubisse.

Dans cette foulée, le chef de mission de revue des programmes sera Constant Lonkeng Ngouana, de nationalité camerounaise, affecté aux affaires béninoises auparavant, il remplace Frédéric Lambert dès le mois prochain. Il aura à suivre de près les engagements du gouvernement malgache pour l'obtention de la seconde tranche de la Facilité élargie de crédit, FEC. Et l'éventuel accord du Conseil d'administration du FMI sur le Fonds pour la résilience et la durabilité, FRD.

Le principal paramètre de référence, dont la mise en œuvre est attendue par le FMI, reste l'application du système de fixation automatique des prix du carburant. Un préalable a déjà été plié au Conseil des ministres. L'Accord à signer entre l'État et les pétroliers, toutes professions confondues. Sur le passif de ceux-ci, l'écart entre les prix affichés à la pompe depuis juillet 2022 et ceux réels tenant compte des fluctuations des cours du baril sur le marché international, et ce que les pétroliers doivent à l'État en termes de redevances et contributions financières en tout genre, le long du différentiel de coûts du carburant. Des dettes croisées non admises par les principes de la comptabilité publique malgache.

L'atmosphère politique pesante n'est pas propice à des mesures aussi douloureuses et impopulaires qu'est une revue à la hausse des prix du carburant. Mais la patience du FMI a aussi ses limites. Elle se passerait bien de l'endémicité malgache.

Projet GCF Readiness : Vers une facilitation de l'accès au Fonds vert pour le climat

ANTSIA R. | 18 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Le projet GCF Readiness a été officiellement lancé jeudi dernier, sous la direction du ministère de l'Environnement et du Développement durable, avec le soutien de la FAO. Cette initiative représente une étape décisive pour renforcer les capacités nationales en matière d'accès au Fonds vert pour le climat, une ressource essentielle pour lutter contre les effets du changement climatique. Lors de la rencontre, le projet a été présenté aux différents acteurs concernés, dans le but de favoriser une compréhension commune de ses objectifs et des mécanismes nécessaires

pour accéder aux financements disponibles. Ce projet ambitionne de soutenir les efforts nationaux pour réduire les impacts du changement climatique et renforcer la résilience des populations vulnérables et des écosystèmes. Grâce à ce lancement, Madagascar se positionne pour mobiliser davantage de ressources financières internationales en faveur de son développement durable, tout en intensifiant ses actions face aux défis climatiques croissants.

Toekarena manga : ambany ny vokatra drakaka eto amintsika

HENINTSOA HANI | 18 JANVIER | LES NOUVELLES

"Tsy maharaka ny filana ny hazandrano drakaka eto Madagasikara raha oharina amin'ny tinady maneran-tany", hoy ny minisitry ny Jono sy toekarena manga, Mahatante Paubert, omaly, ho an'ny taona 2024. Manodidina ny 4 250 taonina (t) ny drakaka naondrantsika izay tokony hampitomboina hamaliana ny tsena iraisam-pirenena. Paikadin'ny minisitery hanatrarana izany ny fampiharana ny teknika fiompiana drakaka matihanina sy manaraka ny toetrandro. Izany hoe, azo hohanina manontolo ny drakaka eo amin'ny faharoan'ny volany. Hanolo tanana hizara ireo teknika sy traikefa hanatanterahina izany ireo teratany filipianina sy vietnamiana ary ireo mpiara-miombon'antoka mampihatra ity paikady ity. Tanjona ny hamokarana drakaka hatrany amin'ny 8 000 t isan-taona. Fanamby napetraka ny hahazo 30 000 t ao anatin'ny fenitra manaja ny tontolo iainana.

Tetikasa

Hanatanterahana ny tetikasa ireo toerana misy ny ala honko izay tena ahitana ny drakaka. Anisan'ireo mpan-dravy ny vokatra avy eto Madagasikara ny amerikanina, ny japoney ary ireo firenena aziatika.

Ankoatra izay, hatsangana ny "École de pêche" ao Faux Cap, hampiofanana ireo mpanjono mba ho lasa matihanina. Maherin'ny 26 000 t ny vokatra naondrantsika izay nampidi-bola 731 miliara Ar, ny taona 2024. Hanomboka hamokatra trondro ihany koa ireo ivontoerana fiompiana trondro na Zone d'émergence piscicole (ZEP).

Plaine de l'Alaotra : 40% de la surface, détruite par la sécheresse

NAVALONA R. | 20 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Plusieurs exploitants agricoles se plaignent actuellement en raison des effets néfastes du changement climatique dans le domaine de l'agriculture, aggravé par la destruction de l'environnement avec la recrudescence des incendies des forêts. En effet, l'on constate un tarissement de l'eau dans les rizières. A titre d'illustration, environ 40% de la surface rizicole dans la plaine de l'Alaotra qui est un des greniers à riz de Madagascar, sont détruits par la sécheresse alors que les parcelles sont déjà repiquées. Il s'agit notamment des périmètres de PC23 et de Sahamamy. Le niveau de l'eau dans des barrages hydro-agricoles comme Anony et Sahamaloto est au plus bas si Amparamanina est à sec. C'est ce qu'on a appris suite à une descente sur le terrain de l'équipe du ministère de tutelle. Des solutions

telles que la mise en place des pépinières communautaires, le curage des canaux d'irrigation et la gestion de l'eau, ont été apportées. Dans la région de Marovoay, les bassins de rétention d'eau ne sont pas encore remplis pour se préparer à la campagne rizicole de grande saison à cause de l'insuffisance de pluies. En outre, le cyclone Dikeledi n'a fait aucun dégât mais cela n'a pas non plus permis de relancer la riziculture. Une baisse de l'ordre de 30% de la production pour la campagne de contre-saison prévue être récoltée entre décembre et janvier, est également attendue à Marovoay et Ambato-Boeni en raison toujours de cette sécheresse, selon la direction régionale du ministère de l'Agriculture à Boeny.

Fahavitantena ara-tsakafo : Fikaonandoha mahakasika ny fanodinam-bokatra

NJAKA A. | 20 JANVIER | LES NOUVELLES

Hatao ny 23 sy ny 24 janoary ho avy izao, eny amin'ny CCI Ivato, ny fikaonandoham-pirenena mahakasika ny fanodinam-bokatra ara-pambolena. Handray anjara ao daholo ny mpisehatra voakasika rehetra, hidinika ny zavatra manan-danja, ny fanamby hapetraka ary ny vahaolana horaisina. Tanjona ny hampitomboana sy ny hisian'ny fiantraikany tsara amin'ny famokarana eto amintsika. Hisy ny drafitrasam-pirenena havoaka aorian'ny fivoriana. Mivelona amin'ny sehatry ny fambolena ny 80% ny malagasy. Avy amin'ny fambolena ny 26% ny Harin-karena faobe (PIB). Saingy kely ny tahan'ny vokatra, satria tsy ampy ny fitaovam-pamokarana mekanika, fa mbola

fitaovam-pamokarana nentin-drazana no ampiasaina. Eo koa, ny fiovan' ny toetr'andro, tsy ahafahan'ny firenena manana vokatra ampy sy mahaleo tena ara-tsakafo. Maro, ankehitriny, ny hetsika tohanan'ny fanjakana mivantana, sy ny fiarahana amin'ny mpiara-miombon'antoka, ny tsy miankina, ny fiarahamonim-pirenena. Mila hatsaraina sy zava-baovao anefa ireny ezaka ireny, mahatonga ity fikaonandoham-pirenena voalohany hatao ity. Hanokatra ny fotoana ny filoha Rajoelina, izay karakain'ny minisiteran'ny Fambolena sy ny fiompiana (Minae) sy ny sekretariam-panjakana misahana ny Fahaleovantena ara-tsakafo ary ny fandaharanasa Fihariana.

Transformation Agricole - La concertation nationale ratisse large

20 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La concertation nationale sur la transformation agricole se tiendra les 23 et 24 janvier à Antananarivo. Placée sous le patronage du président Andry Rajoelina, cet événement vise à définir des solutions innovantes pour moderniser l'agriculture malgache.

Deux jours de concertation nationale sur la transformation agricole auront lieu les 23 et 24 janvier prochains au CCI Ivato, Antananarivo. Ce grand rassemblement réunira différentes catégories de parties prenantes pour mieux comprendre les enjeux et défis de la transformation agricole, enclencher les solutions adéquates, fixer les conditions de mise en œuvre afin d'obtenir un maximum d'effets multiplicateurs et d'impacts visibles sur la productivité.

Placée sous le haut patronage de Andry Rajoelina, président de la République de Madagascar, la concertation nationale sera organisée conjointement par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, le secrétariat d'État

en charge de la Souveraineté alimentaire et le programme Fihariana.



Les objectifs de cette concertation sont établis sur trois niveaux : aligner les objectifs pour créer un cadre commun

de concertation et d'échanges qui permette d'allier les ambitions et les interventions de chaque acteur et partie prenante du secteur agricole ; renforcer les mandats et le consensus ; et élaborer un plan stratégique concerté. Madagascar est un pays à forte vocation agricole, où environ 80% de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance. Le secteur représente une part significative de l'économie nationale, la part de l'agriculture étant estimée à 26% du PIB global, mais restant encore largement dominé par des pratiques traditionnelles, ce qui limite sa productivité et son rendement. Cette faible productivité moyenne, le manque de mécanisation, l'insuffisance des infrastructures, ainsi que la vulnérabilité aux chocs climatiques entravent la capacité du pays à garantir une production agricole suffisante et à atteindre la souveraineté alimentaire.

Pratiques innovantes

Aujourd'hui, de nombreuses initiatives soutenues par les ressources propres de l'État, l'intervention des partenaires à travers des projets et les fonds propres des autres acteurs du secteur privé et de la société civile existent. Des lettres de politique et des stratégies sectorielles ont été rédigées. Cependant, des défis cruciaux demeurent, et l'agriculture et l'élevage restent en quête de performance et d'innovation. La production nationale requiert des améliorations, et les conditions de réussite de l'agribusiness méritent d'être davantage soutenues et optimisées. D'où l'importance de la tenue de cette première concertation nationale sur la transformation agricole, qui

sera déclinée en plusieurs séquences : des panels, des sessions plénières, des regroupements thématiques, des tables-rondes et des travaux de commissions.

Le panel d'ouverture parlera des enjeux de la transformation agricole. Il fera intervenir le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, celui de l'Industrialisation et du Commerce, le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire, celui de la Pêche et de l'Économie bleue, le ministère de la Défense nationale, le programme Fihariana, le secrétariat d'État auprès de la Présidence en charge de la Souveraineté alimentaire ainsi que l'Economic Development Board of Madagascar.

Dans les diverses activités, paysans, producteurs, instituts de recherche, secteur privé et société civile interviendront et auront leur rôle à jouer pour déboucher, à la fin de la concertation, sur les principaux axes du plan national de transformation agricole de Madagascar qui seraient affinés et consolidés.

Dans un contexte mondial incertain, complexe et ambigu, Madagascar doit éviter le statu quo. Le milieu rural nécessite l'appropriation d'une politique volontariste pour un changement durable. Les investissements en faveur des exploitations à grande échelle ont toutes les capacités de s'étendre et de devenir plus compétitifs. La concertation nationale sur la transformation agricole est un rendez-vous incontournable afin d'engager tous les acteurs du secteur dans la concrétisation d'une transformation agricole pérenne, performante et propice aux investissements durables.

Ajustement - Le prix des carburants fonction du cours international

IRINA TSIMIJALY | 20 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le mécanisme d'ajustement automatique du prix des carburants est entré en vigueur dans la nuit du 17 janvier 2025. Ce système met fin aux subventions massives accordées par l'État aux compagnies pétrolières, ce qui allège les finances publiques après plusieurs années d'une politique coûteuse. En 2024, ces subventions représentaient un fardeau estimé à 95 milliards d'ariary. Bien que ces subventions aient permis de maintenir le prix des carburants à un niveau abordable, elles ont également créé un déséquilibre dans le budget national.

serait révisé chaque mois, entre le 1er et le 5, selon deux critères principaux : le prix du pétrole brut (Brent) sur les marchés mondiaux et le taux de change de l'ariary par rapport au dollar américain. Le gouvernement a insisté sur le fait que ces ajustements mensuels ne dépasseront pas 200 ariary, qu'il s'agisse d'une hausse ou d'une baisse, afin d'éviter des variations trop brutales et d'offrir plus de transparence. Le ministre a ajouté : « Les ajustements mensuels du prix des carburants permettront de diminuer la charge financière sur le budget national, en veillant à ce que le prix local corresponde de manière plus précise aux variations des prix internationaux du pétrole ».

Implications économiques

L'objectif de cette réforme est de libérer des fonds pour d'autres investissements essentiels au développement du pays. La réforme a été mise en œuvre sous l'égide du FMI, qui a exigé ce changement dans le cadre des accords FEC (Facilité élargie de crédit) et FRD (Facilité pour la résilience et la durabilité). Cette réforme est une condition préalable à l'obtention d'un financement de plus de 600 millions de dollars du FMI.

Le système d'ajustement des prix tient également en compte des importations de carburants. Actuellement,



Jean-Baptiste Olivier, ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, a précisé que le prix des carburants

Madagascar importe une grande partie de son carburant et dispose de stocks suffisants pour couvrir environ trente à trente-cinq jours. Les prix appliqués localement dépendront donc du coût d'achat des cargaisons précédentes.

« Les prix locaux seront fixés en fonction des achats effectués sur le marché international, ce qui signifie que les fluctuations des prix mondiaux se feront ressentir avec un léger retard à Madagascar », a expliqué le ministre.

Riz : Les prix commencent à baisser

R.EDMOND. | 20 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Les efforts entrepris par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce commencent à porter leurs fruits. Sur certains marchés de la capitale, la tendance est de nouveau à la baisse pour les prix du riz.

Une bonne nouvelle en somme pour les consommateurs qui commencent à retrouver de l'espoir quant à un retour à la stabilité des prix de cette denrée de première nécessité.

800 ariary le kapoaka

Chez Eli, un détaillant du quartier d'Itaosy, le « vary mara », une variété de riz importé, est vendu à 800 ariary le kapoaka. Rovatiana, un autre détaillant opérant à Namontana vend également cette même variété de riz au même prix. Avec 25% de brisures, le « vary mara » est une variété de bonne qualité appréciée par les consommateurs de riz importé. Do, un autre commerçant d'Anosizato se réjouit également de l'arrivée du « vary mara » sur le marché. « La baisse des prix va encore continuer si l'offre de ce genre de riz augmente sur le marché », précise Do. Ce qui sera probablement le cas d'ici peu puisque le MIC annonce l'arrivée prochaine de cargaisons de riz importé au port de Toamasina. Une bonne perspective en somme quand on sait qu'avec cette prochaine arrivée, le stock de riz sera suffisant pour satisfaire à la demande durant la période de soudure. Le MIC travaille actuellement sur le circuit d'importation et de distribution du riz, tout en faisant attention à ce que cela n'impacte pas négativement sur les producteurs locaux.

Dialogue constructif

Concernant justement les importations, le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Davida Ralambofiringa était en mission à Toamasina, vendredi dernier pour diriger une séance de travail avec les importateurs de riz. Une occasion pour le ministre d'engager un dialogue constructif avec ces opérateurs décidés à apporter leur collaboration pour la recherche d'une solution pérenne aux problèmes liés au circuit de distribution du riz. La rencontre, qui a eu lieu dans la grande salle de la région Atsinanana, a débouché sur une avancée importante puisque, suite à la sollicitation du ministre, les importateurs ont donné leur accord sur la possibilité d'une révision à la baisse de leur prix de cession. Une disposition

qui entraînera automatiquement une baisse du prix final aux consommateurs. « Nous allons atteindre l'objectif de ramener les prix du riz importé à 750 ariary le kapoaka » a réitéré le ministre. Bref, l'option basée sur dialogue choisie par le MIC a payé.



Avertissement

« Il est essentiel de travailler avec professionnalisme et en toute honnêteté et en respect des lois et réglementations sur le commerce, mais également et surtout de penser aux intérêts des consommateurs », a déclaré le ministre Davida Ralambofiringa, lors d'une rencontre avec la presse à l'issue de la réunion. Il n'a, par ailleurs, pas manqué de lancer un avertissement à ceux qui sont encore tentés par les abus comme la rétention des stocks et les hausses irrégulières des prix. « Nous allons prendre les dispositions qui s'imposent, face aux opérateurs indécents », a-t-il averti. On rappelle que le gouvernement a mis en place, la semaine dernière, la Task force riz pour mener à bien la gestion de la filière riz qui demeure encore et toujours un produit stratégique.

Contrôle Douanier - Les procédures douanières réduites à 5 minutes

IRINA TSIMIJALY | 21 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'aéroport international d'Ivato met en place un nouveau système de déclaration simplifiée qui permet aux passagers de passer en douane en seulement 5 minutes, selon le directeur général des douanes. L'annonce a été faite lors de la remise de primes aux agents douaniers, hier à l'aéroport d'Ivato. Ce système simplifié pourrait réduire considérablement les files d'attente et accélérer l'embarquement, tout en assurant une sécurité optimale grâce à des contrôles modernes et discrets.



Auparavant, cette déclaration prenait plus de temps et, en cas d'information incorrecte, les passagers devaient revenir le lendemain, impactant leurs horaires de vol. Une passagère, Licia Xeria, qui a pris un vol pour Paris la semaine dernière, a déclaré : « Actuellement, on peut voir cette amélioration, surtout pour les bagages. Ça ne prend pas beaucoup de temps, sauf si l'on a réellement enfreint les règles sur le poids des bagages, qui est limité à 12 kg, par exemple, pour les bagages à main. Cependant, au niveau de l'enregistrement, c'est encore autre chose,

surtout quand les passagers sont nombreux, la queue est interminable. »

Des améliorations ont également été apportées au niveau de la douane à l'aéroport d'Ivato. Désormais, grâce à des circuits distincts - le circuit vert pour ceux n'ayant rien à déclarer et le circuit jaune pour ceux ayant des articles à déclarer - les voyageurs bénéficient d'un processus rapide et efficace. Les contrôles sont réalisés à l'aide de scanners et d'inspections ciblées, sans procédures compliquées. Le circuit vert, d'environ 35 mètres, est équipé d'un scanner où les passagers déposent rapidement leurs bagages sur un tapis roulant. Le circuit jaune, long de 17 mètres, comporte deux boîtes de contrôle équipées de baies vitrées, où les passagers avec des articles à déclarer procèdent à une inspection rapide. Un banc de fouille est prévu pour vérifier que les bagages ne contiennent pas d'articles prohibés ou soumis à des droits et taxes. Ces contrôles sont réalisés efficacement, limitant l'attente des voyageurs.

Des dispositifs de sécurité supplémentaires ont été installés pour garantir la sûreté de la zone sous-douane. Des caméras de surveillance ont été placées dans les locaux des bagages et dans le hall des carrousels à bagages. L'accès à ces zones est contrôlé par un système de badges électroniques, afin de suivre précisément les personnes circulant dans cette zone sensible. Deux portes coupe-feu ont également été installées pour renforcer la sécurité incendie, conformément aux normes en vigueur. Lors de l'événement, le président de la République a déclaré qu'à partir de maintenant, les valises diplomatiques suspectes seront fouillées. Cette mesure vise à rappeler qu'il n'y aura pas de favoritisme. Le président a clairement affirmé : « Le message est clair : ce ne sont pas seulement ceux qui volent qui peuvent s'offrir un 4x4 et construire une maison. L'objectif est de corriger et d'inculquer la sagesse. »

Entrepreneuriat - Trois secteurs clés soutenus

IRINA TSIMIJALY | 21 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le programme Miary se focalise sur le soutien de trois secteurs essentiels pour l'innovation et la croissance : le numérique, l'agriculture et le tourisme. Considérés comme des moteurs importants, ces secteurs seront mis en avant. Comme mentionné, le projet se déploie autour de trois axes. Le programme Miary Digital, qui a pour objectif de renforcer les capacités technologiques et de soutenir les startups, ainsi que les initiatives numériques. Le programme Miary Agribusiness, quant à lui, se concentre sur la modernisation du secteur agricole. Enfin, le programme Miary Tourisme vise à développer l'infrastructure et les services touristiques.

Ces programmes s'inscrivent dans le cadre du Projet de transformation économique pour une croissance inclusive (PIC3), initié par le gouvernement malgache et financé par la Banque mondiale, visant à soutenir la croissance

et la diversification économique du pays. Pour la première édition, l'événement a été organisé à Antananarivo, avec quarante-trois startups sélectionnées parmi deux cent soixante-et-onze candidatures. Elles ont reçu une subvention de 15 000 dollars.

Le lancement officiel de la deuxième cohorte du programme Miary Digital et de la troisième cohorte se déroulera le lundi 20 janvier 2024 au restaurant Étoile de Mer à Tuléar, dans une version plus décentralisée et inclusive, avec la participation des jeunes de la région du Sud.

Des panels de discussion seront organisés pour permettre aux professionnels de ces secteurs de débattre sur des thématiques cruciales pour l'avenir du pays.

Développement durable : Une stratégie conjointe européenne pour Madagascar

ANTSIA R. | 21 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Un engagement renforcé pour le développement durable. C'est ce que représente la stratégie conjointe lancée le 19 janvier. Les ambassadeurs d'Allemagne, de France et de l'Union européenne à Madagascar se sont réunis à Toliara pour signer la déclaration officielle du lancement de la Stratégie conjointe européenne à Madagascar (SCE). Ce plan stratégique orientera les actions de coopération jusqu'en 2027 et se chiffre actuellement à près d'un milliard d'euros (environ 5 000 milliards d'ariary), couvrant à la fois des projets en cours et à venir. La cérémonie, qui s'est tenue à l'Hôtel Moringa en présence de la ministre de l'Économie et des Finances, illustre l'engagement de l'Europe à accompagner Madagascar dans ses défis de développement. Cette stratégie s'inscrit dans l'initiative globale Global Gateway de l'Union européenne, qui vise à unir les forces des acteurs européens pour maximiser l'impact de leur action extérieure.

Initiatives

L'approche « Équipe Europe » regroupe des acteurs principaux tels que l'Allemagne, la France, et l'UE, ainsi que leurs agences de développement, comme l'AFD, la GIZ

et la DG ECHO, ainsi que les institutions financières de développement comme la BEI et la KfW. L'objectif est d'aider Madagascar à lutter contre la pauvreté, promouvoir un développement économique durable, renforcer la démocratie, protéger les droits humains et défendre l'environnement. La Stratégie se décline en trois initiatives phares alignées avec les priorités de la politique générale de l'État. Le premier est « Investir dans la jeunesse », pour maximiser le potentiel des jeunes dans les secteurs de l'éducation, de la santé et la vie citoyenne. Le deuxième, le Pacte vert, pour une croissance économique inclusive et durable, avec un focus sur la gestion des ressources naturelles et la résilience au changement climatique. Et enfin les Énergies renouvelables et durables, visant à améliorer l'accès à l'électricité, notamment en milieu rural, et à encourager l'investissement dans ce secteur. Les ambassadeurs poursuivront leur mission par la visite de projets emblématiques, dont l'électrification rurale à Mangily et un projet de soutien à la société civile à Toliara, mettant en lumière l'impact concret de cette coopération européenne.

Projet PACFC : Accompagnement des PME exportatrices à la recherche de débouchés à l'extérieur

NAVALONA R. | 21 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Le projet d'aménagement des corridors et de facilitation de commerce (PACFC) est un projet gouvernemental qui est mis en œuvre dans le pays, plus particulièrement dans la partie Sud de la Grande île avec l'appui financier de la Banque africaine de développement (BAD).

Son principal objectif est de contribuer à l'intégration économique et sociale de la partie Sud de Madagascar en désenclavant totalement cette région grâce à l'ouverture et à l'opérationnalisation des corridors de transport vers le reste du pays et les blocs régionaux. On peut citer, entre autres, la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe), le COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe), la COI (Commission de l'Océan Indien) et la ZLECAf (Zone de libre échange continentale africaine). Ce projet vise ainsi à améliorer les connectivités de la Grande île avec les pays membres de cette sous-région en vue d'accroître les échanges commerciaux. Un accompagnement et une formation des exportateurs dans la région Anôsy ont ainsi été réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet d'aménagement des corridors et de facilitation de commerce afin de faciliter la recherche de débouchés à l'extérieur notamment sur les marchés régionaux.

« Cela concerne plus précisément la composante Facilitation du commerce du projet dont les objectifs consistent à simplifier, moderniser et optimiser les processus d'exportation et d'importation tout en mettant à

niveau le cadre réglementaire pour la qualité et la normalisation. Cet appui à la recherche de débouchés contribue également à améliorer la rentabilité, la qualité et la productivité des chaînes de valeur dans les zones d'influence du projet », a expliqué Solofonirina, le chef adjoint du projet PACFC.



Les PME (petites et moyennes entreprises) exportatrices bénéficiaires de ce renforcement de capacité sont ainsi formées en matière de modernisation des systèmes douaniers, de la mise en place d'un portail d'informations

commerciales et de la mise en place d'une infrastructure nationale pour la qualité et la normalisation.

Quant à leur appui proprement dit, le projet PACFC a recruté le Cabinet esprit d'entreprise en vue d'accompagner et d'incuber 49 PME pour être des futures exportatrices situées dans ses zones d'influence. Leur formation est axée sur le renforcement de capacité en gestion, en entrepreneuriat, en technique améliorée et en commerce international. La recherche de nouveaux marchés et l'amélioration de la qualité des produits ne sont pas en reste.



Identification des obstacles

En outre, des PME exportatrices bénéficient également d'un accompagnement et de formation dans le cadre de ce projet financé par la Banque africaine de développement. « Cet appui porte notamment sur la gestion, l'entrepreneuriat agricole et le commerce international afin de contribuer au développement des chaînes de valeur agricole dans les filières prioritaires de la région Sud de

Madagascar. Parlant du volet facilitation de commerce, la recherche de débouchés et l'intégration dans les marchés régionaux constituent les principales préoccupations pour que les acteurs bénéficiaires puissent améliorer leurs sources de revenu tout en développant de nombreuses opportunités commerciales. Dans la foulée, l'identification des obstacles liés au commerce et les solutions y afférentes ont également été discutées dans le cadre de cette formation prodiguée aux PME exportatrices dans la région Anôsy », a-t-il poursuivi.

Répondre aux besoins des marchés

Pour sa part, la représentante des exportateurs bénéficiaires de ce renforcement de capacité a soulevé l'importance de cet accompagnement et de cette formation pour le développement et l'extension de ses activités. « Se spécialisant dans le domaine de l'apiculture et de la production de miel, nous envisageons d'améliorer notre production tant en quantité qu'en qualité afin de répondre aux besoins des marchés. Cette formation nous est ainsi très utile », a-t-elle confié. Quant au président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Anôsy, il a évoqué que la relance des exportations dans le Sud contribue à la réduction du chômage et au développement des échanges commerciaux d'autant plus que le projet PACFC se charge du désenclavement des zones à fortes potentialités agricoles en construisant des infrastructures routières. « Même les opérateurs dans la région Atsimo-Atsinanana peuvent exporter en expédiant leurs produits agricoles via le port d'Ehoala situé dans notre région », a-t-il conclu.

Commerce et consommation : Un numéro vert (261) dédié à la lutte contre les abus

R. EDMOND. | 21 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Plus que jamais déterminé à prioriser les intérêts des consommateurs, le ministère de l'Industrialisation et du Commerce met en place un numéro vert. Désormais, tous les citoyens sans exception peuvent appeler gratuitement le 261 pour se mettre en contact avec des agents du ministère et faire part des observations et réclamations concernant des situations nécessitant des mesures, telles que : des abus sur les prix des produits, des craintes liées aux instruments de mesure et de pesée, des contrefaçons de marchandises ou encore des cas de corruption dans le secteur du commerce. Le MIC avertit que des sanctions prévues par les lois en vigueur peuvent être appliquées si des infractions sont constatées. Pour ne citer, entre autres, que la saisie immédiate des marchandises,

suivie de l'établissement d'un procès-verbal et du traitement de l'affaire à différents niveaux. Des peines d'emprisonnement, conformément aux dispositions légales visant à protéger les droits des consommateurs, sont même prévues. Mais le MIC privilégie aussi l'éducation des citoyens et des opérateurs avant les sanctions. Ce département annonce d'ailleurs la poursuite et le renforcement des actions de sensibilisation sur les réglementations commerciales en vigueur.

Artisanat – Matière première : Vers la mise en place de trois centrales d'achat

JEAN RIANA | 21 JANVIER | LES NOUVELLES

Une nouvelle ère s'ouvre pour l'artisanat malgache. La ministre du Tourisme et de l'artisanat, Viviane Dewa, a annoncé la création de trois centrales d'achat de matières premières (cuir, rafia, cornes), pour répondre aux besoins des artisans.

« En discutant avec les acteurs, on arrive à discerner les problèmes à résoudre » a-t-elle fait savoir. Par ailleurs, la ministre a annoncé que cette année l'agenda est chargé mettant surtout l'accent sur la promotion des produits artisanaux malgaches à l'international.

« Au mois de février, des artisans malgaches seront attendus en Inde et dans d'autres pays » a-t-elle indiqué.

« Des améliorations vont être apportées pour offrir aux artisans des conditions idéales à leurs activités, comme la distribution de cartes professionnelles pour qu'ils puissent profiter des services santé, il y aura également un partenariat avec la Cnaps pour que les artisans puissent cotiser malgré qu'ils exercent un métier libéral » a assuré la ministre.

En outre, elle a annoncé la mise en place de mesures visant à simplifier les contrôles douaniers à l'aéroport. « Un programme d'affichage sera mis en place, ainsi qu'un guichet unique destiné à informer les artisans sur la nature des produits qu'il peuvent exporter » a-t-elle indiqué.

“MECC 2025” : manamora ny fifanankalozana ara-barotra i Madagasikara sy i Canada

HENINTSOA HANI | 21 JANVIER | LES NOUVELLES

H iara-hiasa ny rafi-panjakana sy ny sehatra tsy miankina. Hanamorana ny fifanankalozana ara-toekarena sy ara-barotra, araka ny iraka apetraky ny Antenimieran'ny varotra sy ny fifandraisana, eo amin'i Canada sy i Madagasikara izany (Cancham).

Manampy ny Malagasy mpandraharaha hiditra eo amin'ny tsena iraisam-pirenena sy hampiroborobo ny toekarena ny hetsika “Mission économique et commerciale” atao any Canada (MECC). Hotanterahina ny 28 avrily ka hatramin'ny 10 mey izao ny MECC andiany fahenina. Hisongadina manokana, mandritra izany, ny fandraisan'anjara'i Madagasikara amin'ny hetsika iraisam-pirenena momba ny sakafo (SIAL) atao any Toronto, ny 29 avrily-01 mey. “Ankoatra ireo, hisy ny hetsika ara-toekarena any Ottawa, Trois-Rivières, Shawinigan, Drummondville, Victoriaville ary Montréal”, hoy ny filohan'ny Cancham, Ratovomanana Ando Lalaina.

Hisongadina ao anatin'ny fandaharana ho amin'ity taona ity ny fihaonan'ireo samy mpandraharaha (B2B), ny fihaonan'ny mpandraharaha sy ny mpanjifa (B2C). Hisy ny fitsidihana orinasa, ny varotra fampirantiana. Tafiditra ao

anatin'izany ny fanitarana ny tambajotram-pifandraisana ho an'ny fifanankalozan'ny firenena roa tonta.

Sehatra maro

Misandrahaka amin'ny sehatry ny fandraharahana mifototra amin'ny fambolena, ny asa tanana, ny fizahantany, ny haitao ara-kajy mirindra, ny sehatra maha olona ary ny fanabeazana ny “MECC 2025”. Kendrena ny hampidirana ny vokatra malagasy eo amin'ny tsena kanadianina. Vovonana matihanina sy fanta-daza amin'ny fampiroboroboana sy fanandratana avo ny vita malagasy maneran-tany ny MECC.

Niantsehatra nanomboka ny taona 2017 izy ka maherin'ny 11 tapitrisa dolara ny vokatra lafo ary miisa 48 ireo mpanandraharaha nisitraka fanohanana.

Concertation Nationale - La transformation agricole passe au révélateur

ERIC RANJALAHY | 22 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Transformer le paradigme du monde rural, en l'occurrence les pratiques de la riziculture, pour avoir un meilleur rendement grâce à des méthodes plus adaptées au contexte actuel.

L'heure de vérité. Demain, s'ouvrira au Centre de conférences international d'Ivato, la Concertation nationale sur la transformation agricole, l'une des grandes avancées annoncées pour consolider le taux de croissance économique de 5% énoncé par la loi de finances en vigueur

pour cette année. Le secteur primaire devrait enregistrer un bond de 9,6%.

Avant ce rendez-vous capital, Tahian'Ny Avo Razanamahefa, secrétaire d'État auprès de la présidence, en charge de la Souveraineté alimentaire, a brossé le tableau de bord de cette assemblée consultative. C'était

en marge d'une visite à Fieferamanga, dans le district où se trouve l'un des deux sites d'accueil des familles vulnérables, déterminées à refaire leur vie dans la décence et la dignité. Elle a également abordé le projet « Ankohonana Miarina », initié l'an passé par le président de la République Andry Rajoelina, avec les premiers migrants installés au mois d'octobre.

Tahian'Ny Avo Razanamahefa a rappelé à cette occasion les grandes orientations de la transformation agricole voulue et les résultats attendus.

Priorités

« Le secteur agricole et ses déclinaisons représentent l'une des priorités de l'État et constituent un des piliers majeurs de la croissance économique prévue, impliquant une grande partie de la population. L'objectif fixé pour l'année 2025 sera d'atteindre une production supplémentaire d'un million de tonnes de paddy. Le riz étant à la base de la sécurité et de l'autosuffisance alimentaire », a-t-elle lancé en introduction.

Après des détails plus techniques, elle a précisé : « Pour ce faire, des projets d'investissement pertinents seront programmés sur financement interne et externe. Dans cette perspective, l'autosuffisance alimentaire figure parmi les priorités, d'autant que Madagascar aspire à devenir le grenier à riz de l'Afrique. Seront également priorisées la production de riz à travers l'utilisation de semences hybrides, la dissémination de la mécanisation et la modernisation des techniques agricoles, le PFUMVUDZA, la formation d'un million d'agriculteurs, la mise en place

d'usines de production d'engrais, la poursuite des projets Titre vert et Ankohonana Miarina, la réhabilitation des barrages et périmètres irrigués, ainsi que la transformation vers des systèmes agricoles durables. »



Un fonds de plus de 523 milliards d'ariary, selon la loi de finances, sera par exemple alloué à l'achat de semences améliorées. En tout, soutient Tahian'Ny Avo Razanamahefa, « les outils nécessaires seront mis à la disposition de la masse paysanne, avec un encadrement et des suivis, comme ici à Fieferamanga, avec des techniciens dédiés à cette vocation. »

Elle a conclu par l'annonce de l'existence de 36 millions d'hectares de champs à défricher et non exploités. D'où l'appel lancé à une coopération avec le secteur privé pour valoriser ce potentiel endormi.

Projet 50MW : Délimitation de site confirmée pour les 5MW de Fianarantsoa

ANTSA R. | 22 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

La première étape pour la mise en place d'une centrale solaire de 5 MW à Fianarantsoa a été franchie. Le terrain destiné à cette infrastructure a été délimité le 20 janvier dernier, dans le fokontany de Marodinta, commune de Talata Ampano, district de Vohibato. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme 50MW, initié sous la direction de la Présidence de la République. La centrale viendra renforcer la production énergétique locale, actuellement de 12 MW, pour répondre à une demande des habitants qui s'élève à 8 MW. Ce surplus visera à sécuriser l'approvisionnement, à anticiper et à accompagner le développement de la région. Selon le MEH (ministère de l'Énergie

et des Hydrocarbures), le bornage a été supervisé par le directeur interrégional de l'Énergie et des Hydrocarbures par intérim, Joany Lucien Randriamanantena, en présence des autorités locales, dont le maire, des représentants des services fonciers, et le chef de fokontany. Bref, cette initiative marque un pas décisif vers une transition énergétique durable pour Fianarantsoa.

Notation de crédit : Accord entre la BAD et Prosper Africa pour créer une plateforme de données

ANTSAR. | 22 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Booster les investissements et favoriser les flux financiers vers les pays d'Afrique. Tels sont les objectifs de l'alliance entre la Banque africaine de développement (BAD) et Prosper Africa. Ces deux entités et le Département du Trésor américain, ont signé un accord de 700 000 dollars pour créer une plateforme innovante de données de notation de crédit. Ce projet vise à transformer la perception des risques sur les marchés africains, frein souvent injustifié aux flux d'investissements internationaux. La nouvelle plateforme en ligne offrira des données fiables et des analyses actualisées pour corriger les biais historiques dans l'évaluation des économies africaines. En améliorant l'accès aux données, elle réduira le coût des financements pour les pays africains et renforcera leur capacité à négocier avec les agences de notation.

Investissements durables

Beth Dunford, vice-présidente de la BAD, souligne que cette initiative s'inscrit dans une volonté de fournir un bien public essentiel pour des politiques basées sur des données probantes. Accessible à de multiples acteurs – États, investisseurs, chercheurs – la plateforme promet de catalyser les échanges commerciaux et les investissements bilatéraux, objectifs clés de Prosper Africa. En accueillant ce projet, la BAD réaffirme son rôle central dans la gouvernance économique africaine, aligné sur sa stratégie décennale (2024-2033). Ce partenariat symbolise une coopération renforcée entre l'Afrique et les États-Unis, ouvrant la voie à des investissements durables et équitables.

Accueillir un million de touristes d'ici 2028 : l'amélioration des infrastructures s'impose

JEAN RIANA | 22 JANVIER | LES NOUVELLES

L'ambition d'accueillir un million de touristes d'ici 2028, est de taille nécessitant des mesures d'accompagnement concrètes et adaptées, à commencer par l'amélioration des infrastructures existantes. Un véritable défi pour le ministère de tutelle.

Ce point crucial a été abordé lors d'une réunion à Anosy avec les acteurs du tourisme, notamment les opérateurs et les agences de voyage, sur la désaisonnalisation menée par le ministre des Transports et de la météorologie, Valéry Ramonjavelo. Ce dernier a souligné qu'il est primordial d'améliorer les infrastructures pour être à la hauteur de l'objectif.

Les routes endommagées et les véhicules vétustes augmentent les coûts d'entretien et causent des retards. Pour y remédier, le ministère des Transports et de la météorologie rapporte que des efforts sont actuellement déployés. D'ailleurs, des résultats positifs ont été déjà constatés, en particulier à Nosy Be, qui a connu une forte augmentation des touristes étrangers durant la période de septembre à novembre.

Tous ces problèmes susceptibles d'entraver l'atteinte de l'objectif avancé par le président de la République ont été discutés lors de cette réunion. Et tout le monde est unanime à dire qu'il est temps de procéder à l'amélioration à tous les niveaux.

Feu vert pour la fusion de Sanlam & Allianz à Madagascar

22 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Le Groupe SanlamAllianz a le plaisir d'annoncer la fusion de ses entités opérationnelles Sanlam et Allianz à Madagascar. Celles-ci opèrent désormais sous une seule structure, SanlamAllianz Madagascar Assurances.

Cette fusion fait suite à l'accord préalable de la Commission de Supervision Bancaire et Financière en date du 06 décembre 2024 et à la tenue des Assemblées Générales Extraordinaires des deux compagnies Sanlam et Allianz en date du 16 décembre 2024.

Pour porter ce projet, le Groupe SanlamAllianz a nommé, Madame Christel Chesne en tant que Directeur Général de la Compagnie fusionnée.

Potentiel de création de valeur

Sanlam et Allianz sont des marques internationales disposant d'une expérience combinée de plus de 200 ans. Avec l'entité fusionnée qui opérera sous le nom de

SanlamAllianz, le marché malgache bénéficiera d'une offre de produits plus diversifiée, de systèmes de prestation de services plus avancés ainsi que de compétences et de connaissances accrues. De même, cette fusion apportera de meilleures solutions de gestion des risques et une expérience client améliorée, la compagnie s'appuyant sur un écosystème de partenaires solide et davantage étoffé.

Audit de la sûreté aérienne - Verdict de l'OACI attendu dans soixante jours

IRINA TSIMIJALY | 23 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'audit de sûreté aérienne mené à Madagascar par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) s'est achevé le 22 janvier 2024 à Tsimbazaza. Ce processus, réalisé dans le cadre du Programme Universel d'Audits de Sûreté (USAP), a permis d'évaluer l'Aviation civile de Madagascar (ACM) et l'ensemble du dispositif national de sûreté aérienne.



Durant cette mission de dix jours, débutée le 13 janvier, une équipe composée de quatre auditeurs experts a étudié les systèmes en place. À l'issue de l'audit, un rapport préliminaire a été remis. Celui-ci met en avant les bonnes pratiques relevées tout en identifiant des axes

d'amélioration cruciaux pour renforcer la sûreté aérienne à Madagascar. Certaines données demeureront confidentielles, selon les responsables de l'audit, afin de prévenir tout usage externe malveillant.

Dans un délai de soixante jours, l'OACI rendra son verdict final, incluant des recommandations et des exigences à respecter pour assurer une meilleure conformité aux normes internationales.

Lors de la cérémonie de clôture, le ministre des Transports et de la Météorologie, Valéry Ramonjavelo, a déclaré : "Cet audit était un moment clé pour rassurer les voyageurs et prouver que notre ciel est sûr. La sûreté aérienne, ce n'est pas seulement la responsabilité de l'ACM, mais celle de l'ensemble du dispositif national. Il est essentiel que nous travaillions main dans la main, avec solidarité et patriotisme, pour garantir que chaque vol dans notre espace aérien soit sécurisé."

Le colonel Gervais Damasy, directeur général de l'ACM, a réaffirmé l'engagement du pays : "Nous avons pris l'engagement de respecter et d'appliquer toutes les recommandations issues de cet audit. Cela nous permettra non seulement d'assurer la sécurité des passagers, mais aussi de soutenir la croissance durable du secteur aérien dans notre pays."

Numéro vert : le MIC à l'écoute des consommateurs

JEAN RIANA | 23 JANVIER | LES NOUVELLES

Pour recueillir les doléances des consommateurs face aux abus dans la fixation des prix, le ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC) a mis en place un numéro vert (261) opérationnel 6 jours sur 7, de 8h à 16h de lundi à samedi.

A noter qu'il ne reste plus qu'un mois pour faire baisser les prix du riz selon le délai imposé par le président Andry Rajoelina. « Le prix du riz importé a déjà connu une baisse depuis l'arrivée du riz 'Mara' dans certains marchés de la Capitale où le prix est de 770 ariary le kapoka » rapporte le ministère.

Promotion du tourisme : Madagascar et Espagne partagent la même vision

JEAN RIANA | 23 JANVIER | LES NOUVELLES

Nouer des partenariats stratégiques dans les secteurs du tourisme et de l'artisanat, mettant l'accent sur les initiatives durables et innovantes, a été au cœur des échanges, entre la ministre du Tourisme et de l'artisanat, Viviane Dewa et le Secrétaire d'Etat espagnol aux Affaires étrangères, Diego Martinez Belio, à Madrid (Espagne), le 22 janvier.

D'après le MTA, trois sujets importants ont été discutés en vue d'un accord de coopération bilatérale, à savoir la promotion conjointe pour promouvoir la destination Madagascar et Espagne en valorisant les richesses culturelles et environnementales des deux pays, le renforcement du capital humain à travers des opportunités de

formation spécialisée pour les professionnels malgaches du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration. Et pas des moindres, l'investissement en infrastructures, notamment dans des hôtels écoresponsables et dans les énergies renouvelables à Nosy Be.

Négociations - Quatre émissaires du FMI tâtent le terrain

ERIC RANJALAHY | 23 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Quatre missionnaires du Fonds monétaire international (FMI) sont à pied d'œuvre. Une délégation conduite par Jean-Luc Héllis. Ces techniciens ont eu hier une première réunion de travail avec la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison. Selon la version officielle concernant l'objet de cette rencontre, « les deux parties ont évoqué des questions relatives à la bonne gouvernance et à la lutte contre la corruption afin de sortir un modèle qui convienne au mieux au contexte et aux réalités malgaches ».

Mais beaucoup pensent que « cette venue, dont la durée s'étendra jusqu'au 4 février, pourrait couvrir d'autres sujets, en l'absence d'une mission de revue de l'avancée des deux programmes avec le FMI. Cela pourrait inclure l'avancée de Madagascar dans le respect des différents paramètres de référence ». D'autant que lors de l'entrevue d'hier, la présence de Germain, directeur général des impôts, et d'Ernest Lainkana Zafivanona, celui des douanes, n'a pas échappé aux yeux des observateurs. Un conciliabule avait déjà été organisé lors de la soirée du 30 octobre 2024, après l'ouverture officielle des négociations entre le FMI et Madagascar.

Une des faiblesses de l'économie nationale, la fiscalité, préoccupe la délégation du FMI. Des experts du FMI étaient venus en mission d'assistance technique dans le cadre du « Framework for International Tax Administration Strengthening » (FITAS), qui a pour objectif de renforcer l'administration fiscale internationale, la gestion de la TVA et les prix de transfert.

Le FITAS inclut aussi un suivi post-TADAT (Tax Administration Diagnostic Assessment Tool), un outil qui permet à la direction générale des impôts de réaliser une auto-évaluation, de mesurer de façon régulière ses performances et de détecter rapidement les points faibles pour procéder aux rectifications nécessaires, conformément aux normes des pratiques internationales.

L'équipe d'experts du FMI à cette époque, en mission à Madagascar, se composait de Pierre Kerjean, Yves De Santis et Medhi Ben Brahim.

Pour le moment, le gouvernement a pu faire voter le projet de loi de finances 2025 et mettre en œuvre le mécanisme d'ajustement automatique pour fixer les prix du carburant.

Transformation agricole - La Grande île renforce ses ambitions

ITAMARA OTTON | 24 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Grande Île ambitionne de transformer son secteur agricole. Des objectifs ambitieux ont été annoncés en marge de la première journée de concertation nationale sur la transformation agricole.

Priorités. Accroître les budgets alloués aux paysans producteurs, mécaniser l'agriculture et ériger de nouvelles infrastructures d'irrigation. Voilà quelques points abordés lors de la première journée de concertation nationale sur la transformation agricole, au CCI Ivato. La Grande Île envisage en effet de transformer son secteur agricole pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. Cela se fera en mettant en place de nouvelles politiques, plus axées sur le développement de l'agriculture. Plusieurs objectifs ont été fixés pour y arriver.

On envisage, par exemple, de produire un million de tonnes de paddy supplémentaires cette année. « Si nous atteignons cet objectif, nous allons surpasser l'Égypte. Je crois et j'espère que nous pouvons l'accomplir », a martelé le président de la République, Andry Rajoelina, hier, dans son discours. Il ajoute : « Notre rendement à l'hectare peut quasiment tripler en utilisant de nouvelles techniques agricoles, ainsi que des semences prometteuses comme les semences hybrides. Nous avons déjà procédé aux essais, qui se sont avérés concluants. Nous pouvons passer d'un rendement de 3 tonnes à l'hectare à plus de 10 tonnes à l'hectare », assène-t-il.

Survie

D'après le locataire d'Iavoloha, des navires et des conteneurs seront spécialement affrétés pour apporter ces

semences à Madagascar, puis elles seront distribuées dans les mois qui suivent aux paysans. À s'en tenir aux explications du président, cette nouvelle semence pourrait rapporter jusqu'à six millions d'ariary par hectare pour un paysan. « Des rendements qui permettront de générer à plus grande échelle plus de 500 millions, voire un milliard d'ariary de revenus pour tous les paysans de la Grande Île », explique Andry Rajoelina.

« L'agriculture est une question de survie, mais aussi de souveraineté ». Cette année, le secteur primaire devrait enregistrer une croissance de 9,5%. Consolider l'agriculture, et surtout la riziculture, permettra de rehausser



encore ces perspectives. Tahian'ny Avo Razanamahefa, secrétaire d'État auprès de la présidence en charge de la souveraineté alimentaire, a également confirmé ces

ambitions du pays. « Le développement du secteur agricole représente une priorité pour l'État. Notre objectif est d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et réduire ainsi les importations. C'est dans cette optique que nous avons

décidé de procéder à l'utilisation de semences nouvelles telles que le riz hybride, qui nous permettent d'obtenir des rendements élevés », explique-t-elle.

Énergie pour tous - Deux millions de personnes à brancher à l'électricité

ERIC RANJALAHY | 24 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une journée qu'on peut qualifier d'historique. Celle d'hier où a été lancé de manière officielle le Fonds DECIM, ou Digital and Energy Connectivity for Inclusion in Madagascar. « Le Fonds DECIM est une composante à part entière du Projet DECIM, une initiative du gouvernement malgache soutenue par la Banque mondiale », tenait à expliquer Atou Seck, country manager de la Banque mondiale, qui a ouvert la série des discours des officiels. Il a ajouté les chiffres clés du Fonds DECIM, tout à fait impressionnants. « Doté d'un capital initial de 97 millions de dollars, il vise à permettre l'accès à l'électricité pour 2 285 000 personnes grâce à 457 000 nouvelles connexions, distribuer 664 000 appareils numériques connectés, déployer 80 mini-réseaux au bénéfice de 40 000 personnes, et octroyer 417 000 connexions grâce à des solutions solaires hors réseau. »



La mise en œuvre du Projet DECIM a été confiée au ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH) et à celui du Développement numérique, des Postes et Télécommunications (MNDPT). En fait, il s'agit de combiner la connectivité électrique à celle du numérique pour l'inclusion des Malgaches au développement économique et social, comme l'a si bien dit Stéphanie Delmotte, la ministre du MNDPT, dans son allocution.

Essentiel

« Lorsque l'énergie alimente le numérique, c'est tout un pays qui s'éveille à de nouvelles opportunités, de l'éducation à l'innovation », a-t-elle soutenu. Une conviction partagée par Atou Seck : « Madagascar est confronté à d'énormes défis en matière d'accès à l'énergie et à la connectivité numérique, ce qui freine la croissance. La Banque mondiale s'engage à accompagner Madagascar pour élargir l'accès à l'énergie et à la connectivité numérique, en particulier dans les zones reculées. Pour ce faire, nous plaçons le secteur privé au cœur de nos efforts en fournissant un soutien financier public bien conçu et un accès au capital. D'où la mise en place du Fonds DECIM, que nous considérons comme essentiel pour les ambitions d'accès à l'énergie de Madagascar », a-t-il promis.

« Avec la mise en place officielle de ce Fonds DECIM, cet outil puissant permettra à Madagascar de franchir une nouvelle étape vers l'accès universel à l'électricité, favorisant un développement économique durable et une inclusion sociale qui entraînera un avenir prospère et équitable pour nos communautés rurales et urbaines », résume Olivier Jean-Baptiste, ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures.

« Nous sommes honorés d'accompagner Madagascar dans cette initiative ambitieuse, en tirant parti de nos expériences passées et dans d'autres pays en Afrique dans le secteur hors-réseaux pour maximiser l'impact du Fonds DECIM », a affirmé Christian Schattenmann, directeur du Fonds DECIM.

« BRED Madagasikara Banque Populaire est particulièrement ravie d'être le partenaire bancaire de cette opération qui répond aux enjeux de l'inclusion numérique et énergétique. Ce partenariat témoigne de notre engagement à participer activement et sur le long terme au développement durable de Madagascar, tant économique que social », a déclaré Thierry Charras-Gillot, directeur général de BRED Madagasikara.

Toutes les cases du puzzle sont bien remplies. Il reste à concrétiser ces ambitieux objectifs du Fonds DECIM et à en finir avec le déficit de la production d'électricité tout en bouchant la fracture numérique.

Madagascar – France : Jumelage entre les Offices du Tourisme des deux pays

NAVALONA R. | 24 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Une convention de partenariat a été signée hier entre l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM) et l'ONG Tourisme Sans Frontière.

L'objectif consiste à développer le tourisme durable. Pour ce faire, « il y aura des échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre les Offices du Tourisme de Madagascar et ceux de la France via leur jumelage. Ce qui permettra d'améliorer notre stratégie de promotion de la destination Madagascar en vue d'atteindre l'objectif d'un million de touristes d'ici 2028 », a déclaré Danny Barivelo, le directeur exécutif de l'ONTM lors de la signature de

cette convention de partenariat avec l'ONG Tourisme Sans Frontière représentée par son président, Marc Dumoulin hier à l'hôtel Colbert. Dans le cadre de cette collaboration, l'appui de Madagascar à la participation au salon Solidarissimo à Colmar et le renforcement de capacité des acteurs touristiques et des artisans sont en vue. Cette ONG accompagnera également les acteurs locaux via l'élaboration d'un plan de développement touristique et la structuration de la promotion du secteur artisanat. Elle soutient également la démarche qualité en faveur du tourisme durable avec les hôteliers.

Coopération avec le Japon : Lancement de deux projets sur la conservation et l'agriculture durable

ANTSA R. | 24 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Des mesures concrètes sont prises pour préserver les ressources naturelles et assurer la sécurité alimentaire des populations à Madagascar. Des projets sont lancés pour une gestion durable des écosystèmes et des ressources agricoles.

Riche en biodiversité mais confronté à de nombreux défis environnementaux. C'est ce qui caractérise Madagascar, qui bénéficie désormais d'une collaboration renforcée avec le Japon dans le cadre de deux projets innovants visant à promouvoir un développement durable et à lutter contre la dégradation de l'environnement. Le JIRCAS (Japan international research center for agricultural sciences) et la JICA (Japan international cooperation agency), en collaboration avec l'Université d'Antananarivo, ont lancé le Blue Planet Project et le Projet SATREPS pour répondre à des enjeux cruciaux liés à la conservation de la nature et à la sécurité alimentaire.

Préservation

Selon les explications du Pr Hajanirina Rakotomanana, vice-président en charge de la Recherche et de l'Innovation au sein de l'Université d'Antananarivo, le Blue Planet Project se concentre sur la forêt d'Ankarafantsika, un écosystème fragile menacé par des incendies récurrents. Ces incendies, fréquents et souvent dévastateurs, compromettent non seulement la biodiversité de cette région mais aussi les services écosystémiques qu'elle offre. Parmi les actions clés de ce projet, on retrouve la mise en place de zones coupe-feu pour limiter les risques d'incendies et la mise en œuvre d'une stratégie efficace de lutte contre le feu. Un autre volet important est la régénération forestière, qui prévoit la plantation d'espèces végétales indigènes pour restaurer la biodiversité et améliorer la résilience de l'écosystème face aux changements climatiques. En agissant sur la prévention des incendies et la régénération des forêts, le projet se positionne comme une réponse directe à la déforestation galopante.

Agriculture durable

En ce qui concerne le Projet SATREPS (Science and Technology Research Partnership for Sustainable Development), il s'agit d'une initiative qui vise à développer un système de culture du riz durable, en particulier dans la région de la forêt d'Ankarafantsika. Ce projet se veut une réponse à la fois à l'objectif de « Faim zéro » et à celui de « Émissions nulles ». L'accent est mis sur l'amélioration de la gestion de l'eau et des sols pour garantir une production rizicole stable, tout en minimisant l'impact environnemental.



L'Université d'Antananarivo, avec son expertise en recherche et sa capacité à coordonner des projets multidisciplinaires, occupe une place centrale dans la mise en œuvre de ces initiatives. En tant que partenaire stratégique, elle soutient activement les deux projets grâce à son savoir-faire scientifique et son réseau de chercheurs expérimentés.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

